
BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 175 / 18 oct 89

LES PRIORITES DU FRONT SANDINISTE POUR LES SIX PROCHAINES ANNEES

La victoire sur l'inflation, la consolidation du système d'économie mixte et de nouvelles formes d'organisation populaire sont les grandes lignes du prochain gouvernement du Front sandiniste.

PLUIE DE DOLLARS ILLEGAUX SUR L'UNO

L'opposition nicaraguayenne reçoit de l'argent de la NED.

UN GEANT INCONNU: LE SECTEUR INFORMEL

Roue de secours d'une économie sous-développée, il occupe la moitié de la population active de Managua.

L'ENERGIE DES FEMMES

L'énergie solaire a fait son entrée dans une coopérative de femmes.

PAS DE SOLUTION IMMINENTE A LA CRISE DU CAFE

La chute des prix continue et les contradictions entre pays producteurs et consommateurs sont loin d'être dépassées. La crise du café risque de se prolonger.

CAMPS DE CONTRA

Visite de la commission d'appui et de vérification.

FLASH-ELECTIONS

60 P 11481

LES PRIORITES DU FRONT SANDINISTE POUR LES SIX PROCHAINES ANNEES

Managua, octobre (ANN). Le vice-président du Nicaragua, Sergio Ramirez, s'est exprimé récemment sur les priorités du Front sandiniste (FSLN) pour les six prochaines années. Selon lui, au cours du prochain gouvernement, le FSLN garantira "de meilleures conditions de vie pour les Nicaraguayens grâce au retour de la paix, au démantèlement et au rapatriement de la Contra qui rendront possibles la véritable réunification de la famille nicaraguayenne, la réalisation de négociations régionales et la stabilité des relations avec les Etats-Unis".

Le niveau de vie pourra être amélioré au moyen d'une stabilité de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat. Une plus grande gamme de produits sera offerte, les services sociaux seront étendus et les petits et moyens producteurs seront fournis en outils de travail. De même, le FSLN se propose d'encourager de nouvelles formes d'organisation pour le développement, ainsi que pour le règlement des problèmes communautaires et sociaux "sur la propre initiative du peuple dans les municipalités". C'est ainsi que, grâce au soutien de l'Etat, des programmes de santé, d'éducation, de loisirs et autres seront mis en oeuvre, et que les initiatives de la population seront renforcés de manière organisée. Cela contribuera à "rationaliser le pouvoir administratif et politique et la capacité de gestion, pour résoudre non seulement les problèmes communautaires mais encore ceux liés à la production, ainsi que la formation technique de la base".

S. Ramirez a mis l'accent sur le slogan *tout ira mieux*, qui se trouve en exergue de la plate-forme électorale du FSLN et a annoncé, dans le domaine économique, "le triomphe définitif du plan de stabilisation qui éliminera l'hyper-inflation liée à l'instabilité engendrée par la guerre".

A ce sujet, le dirigeant politique a expliqué que "si, s'appuyant sur le consensus qui s'est formé autour du Front sandiniste, le pays a pu mener à bien un programme de stabilisation économique, c'est avec ce même consensus et ces mêmes forces que nous allons redoubler d'énergie et entamer une relance économique".

En ce qui concerne le secteur privé, le vice-président s'est montré disposé à "passer des accords concrets de concertation économique avec le secteur privé représenté par le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP)". La concertation continuera, a-t-il ajouté, "avec tous les secteurs, les grands, moyens et petits chefs d'entreprise et les travailleurs. Il ne s'agit pas de disserter sur la politique mais d'aborder les véritables problèmes liés à la production, au crédit, au salaire, à la propriété, ce qui implique un programme concret de concertation économique".

Quant aux propositions de privatisation qui figurent dans le programme économique de la droite, le vice-président a affirmé qu'"on ne va pas régler les grands problèmes structurels des pays pauvres en privatisant tout, comme dans les pays développés, c'est une illusion malsaine qui occulte la dette extérieure, les conditions injustes des termes de l'échange et le fossé technologique qui nous sépare de ces pays. (...) Dans un pays pauvre comme le Nicaragua et dans un système d'économie mixte, il y a des instruments économiques et financiers qui doivent servir à un objectif commun: le développement économique". C'est pourquoi le dirigeant a signalé que l'Etat nicaraguayen n'abandonnera pas le commerce extérieur et continuera à gérer les ressources naturelles.

Sergio Ramirez a rappelé l'échec au Nicaragua du modèle néolibéral, qui veut que tout se trouve entre les mains d'un petit groupe d'intérêts et que l'Etat ne gère que les entreprises en faillite ou celles qui ne sont plus rentables.

En dernier lieu, le vice-président a affirmé que le Nicaragua souhaite qu' "une fois le processus électoral terminé, Washington reconnaisse l'indépendance et l'autodétermination du Nicaragua comme un fait irréversible et que les Etats-Unis laissent notre pays en paix occuper la place qui lui revient en Amérique latine".

PLUIE DE DOLLARS ILLEGAUX SUR L'UNO

par Bill Robinson Washington

10 octobre (ANN). 340.000 de dollars ont été versés de manière illicite à l'opposition nicaraguayenne par la "Fondation nationale pour la démocratie" (NED) des Etats-Unis à travers la "Fondation internationale pour les systèmes électoraux" (IFES).

Selon ses propres informations, cette fondation a reçu de la NED 220.000 dollars, dont 170.000 sont destinés à l'organisation "via civica" de l'Union nationale d'opposition nicaraguayenne (UNO) et 50.000 dollars aux frais administratifs et de gestion de l'IFES.

La NED a également attribué 120.000 dollars supplémentaires à cette même "via civica", qui s'abrite derrière une soi-disant "promotion des inscriptions électorales et du vote" pour mener en réalité une activité de propagande.

L'IFES a été créée en 1987, mais elle est vraiment entrée en action cette année à l'occasion des élections au Paraguay. Elle apparaît comme un des instruments d'intervention des Etats-Unis dans les processus électoraux étrangers. Certains dirigeants de cette institution ont été liés dans le passé à la stratégie de Reagan et de la Contra. Son président, Clifton White, a commencé sa carrière politique avec la campagne présidentielle du

politicien d'extrême-droite Barry Goldwater, dans les années 60. C.White a collaboré étroitement avec l'ancien directeur de la CIA, William Casey. Il a également participé au projet de politique bipartite de Walter Raymond pour gagner l'appui de la population des Etats-Unis à la Contra et à la politique de Reagan en Amérique centrale.

Un autre des hommes politiques importants de l'IFES est Richard Stone, trésorier de l'organisme et premier représentant personnel de Reagan pour l'Amérique centrale il y a quelques années.

R. Stone est également vice-directeur de la "capital bank", qui a son siège à Miami et a été accusée en 1982 de blanchir l'argent du trafic de drogue, 242 millions de dollars probablement utilisés pour financer la Contra, en violation des lois étatsuniennes.

Le Gouvernement des Etats-Unis a mené une enquête sur cette affaire dans le cadre d'un programme appelé "Opération greenback" destiné à lutter contre le blanchiment de l'argent des trafiquants de drogue, mais cette enquête vient d'être suspendue par le président Bush.

Selon des sources bien informées, l'IFES a depuis peu son compte en banque dans cette même "capital bank", ainsi que la NED, et c'est par ce canal que les dollars arrivent à "via civica" au Nicaragua.

Economie

UN GEANT INCONNU: LE SECTEUR INFORMEL

Repris de *Barricada*

Managua, octobre (ANN). Chaque jour, les habitants de Managua ont recours à ce qu'on appelle ici le "secteur informel", en parcourant le marché, achetant leurs cigarettes au gamin qui vend au feu rouge, faisant réparer leurs chaussures, buvant leur jus de fruit, prenant leur repas à la "Icritanga" du coin. Il est difficile d'imaginer la vie quotidienne sans le vaste réseau informel qui offre ses services à la population de la capitale. Mais il y a plus: Les études menées par l'université centraméricaine (UCA) et les sondages réalisés auprès des habitants de Managua par l'institut nicaraguayen de statistiques et de recensement (INEC) ont mis en évidence l'importance de ce secteur informel comme solution face au chômage. Il a contribué à réduire l'impact des mesures d'ajustement macro-économique et représente une alternative de survie pour une bonne partie de la population de la capitale et peut-être du pays.

Cela signifie-t-il qu'il faut l'encourager? A-t-il un avenir

dans le cadre du développement économique? Peut-il devenir un concurrent dangereux pour certains secteurs de l'économie? Contribue-t-il en réalité à augmenter l'exode rural? Après la réstructuration destinée à réduire les dépenses publiques, où en est la situation de l'emploi et que sont devenus les travailleurs licenciés des institutions publiques? Plusieurs fonctionnaires de l'INEC ainsi que la directrice de l'école de sociologie de la UCA, Amalia Chamorro, ont répondu à nos questions.

Barricada: Quels sont les résultats les plus significatifs des enquêtes sur l'emploi réalisées cette année?

INEC: Tout d'abord, les taux de chômage ne sont pas si élevés et préoccupants que nous le pensions. La première enquête réalisée en mars révélait un taux de chômage de 5,2 % et celle du mois de juin de 4,95 %. Cela signifie que les travailleurs licenciés au moment de la réstructuration se sont dirigés rapidement vers d'autres secteurs et principalement vers le secteur informel. Le second résultat important de ce sondage est le pourcentage élevé de personnes travaillant dans ce secteur, 48 % de la population de Managua, contre 52 % qui occupent un emploi formel. Une troisième indication qui nous paraît significative est qu'à Managua, la grande majorité de la population vit dans sa propre maison, avec ou sans titre de propriété, ce qui est une différence notoire avec le reste du continent.

Barricada: Quelle est la "stratégie de survie" des habitants de Managua?

INEC: La plupart du temps, une personne au moins par foyer travaille dans le secteur formel et une autre dans l'informel. C'est-à-dire que d'un côté, le foyer reçoit certains avantages tels que le paquet de produit de base, la sécurité sociale, les soins, l'alimentation et les primes qui reviennent la plupart du temps aux travailleurs du secteur formel et les rentrées d'argent provenant de l'activité informelle.

Il n'y a pas de rupture ville-campagne très marquée et beaucoup de gens reçoivent certains produits de parents vivant à la campagne.

D'autres reçoivent des dollars, des colis de vêtements, de chaussures, envoyés par des parents vivant à l'étranger. C'est pour cela que le revenu individuel en lui-même, n'est pas très significatif.

Barricada: Quel est le type de travail le plus répandu dans le secteur informel?

INEC: Le commerce et les services. Certains vendeurs du marché ne paient pas d'impôts, on peut leur acheter les produits à un prix minime et ils offrent souvent plus de variété que ceux du marché formel.

Barricada: Pourquoi le secteur informel s'est-il tellement

développé?

Amalia Chamorro: Ceci n'est ni nouveau ni alarmant. En 1977, une étude indiquait que le secteur informel représentait déjà 45 % de la population active. L'origine de cette situation vient du système d'agro-exportation qui s'est développé depuis les années 40. L'expansion de la monoculture et l'expulsion de milliers de petits paysans ont entraîné une forte migration de la population rurale vers la ville. Proportionnellement, Managua est devenue la capitale la plus peuplée du Continent. Puis le tremblement de terre de 1972 a détruit une bonne partie du commerce formel et ceux qui n'ont pu réintégrer leur ancienne activité se sont tournés vers d'autres moyens de survie. Cette population, très appauvrie, a participé activement à l'insurrection, elle a appuyé tout ce qui pouvait répondre à ses revendications. Après le triomphe, le secteur informel a été pour la première fois l'objet d'une politique de crédit et d'un effort de la part de l'état.

Ensuite, avec la guerre, il s'est étendu et diversifié du fait des distorsions économiques, de l'hyper-inflation, de la rareté des devises et des importations, de la migration des populations des zones de guerre. La pénurie entraîne la spéculation, et bien que la plupart restent dans une logique de survie, certains accumulent sur cette base spéculative. Le secteur informel se développe également quand il devient une solution face à la détérioration du salaire réel.

Barricada: Son rôle est-il plutôt positif ou plutôt négatif?

INEC: Il apporte des solutions rapides et accessibles à des besoins en produits et services et en cela, il est important. Jusque-là, on a considéré ce secteur d'un point de vue morale et politique, mais la preuve est faite qu'il a souvent permis de pallier pour le chômage et les conséquences récessives des mesures économiques.

Barricada: Peut-on considérer qu'il atténue l'impact de la crise?

A. Chamorro: Sans cette alternative, la crise aurait été terrible. Le secteur informel a servi d'amortisseur dans une série de situations liées à la guerre et aux politiques d'ajustement de l'emploi et des salaires.

Barricada: Quelle est aujourd'hui la position de l'Etat face à ce secteur?

A. Chamorro: Elle a changé depuis les dernières mesures économiques; il me semble que l'Etat cherche à articuler davantage ce secteur avec le reste de l'économie. Il tente de le "formaliser" et de l'intégrer, par exemple en accordant des licences aux commerçants ou en aidant les petites entreprises de transport. Auparavant le secteur informel était intégré politiquement, aujourd'hui il l'est économiquement et cela représente un grand changement.

Barricada: Est-ce que cela ne représente pas un danger de le soutenir, dans la mesure où il entre en concurrence avec le secteur formel et détourne une partie de la force de travail de la production stratégique du pays?

A. Chamorro: Il pourra cesser de jouer ce rôle d'amortisseur lorsque le retour de la paix rendra possible une stabilisation économique. Alors le pouvoir d'achat salarial augmentera et le développement de l'agriculture et du mouvement coopératif sera stimulé.

L'existence de ce secteur informel est dû au retard structurel, à la dépendance et au sous-développement existant au Nicaragua et dans toute l'Amérique latine. Dans notre pays, un faible développement industriel et une absence d'alternative en matière d'emploi pour une partie importante de la population active viennent aggraver la situation.

Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'il ne s'agit pas de réprimer ce secteur mais de l'intégrer à l'économie et de le légaliser. Son activité peut être orientée stratégiquement vers une production de biens et de services dont le pays a besoin. Dans le cas, par exemple où l'activité informelle consiste en une revente, il faut lui trouver une orientation alternative.

L'ENERGIE DES FEMMES

par Marielos Siezar

Managua, octobre (ANN). Dans la communauté "El Caimito", vers Leon, dans le coin le plus reculé de l'ouest du pays, se trouve la coopérative de femmes "19 juillet". Le travail quotidien s'y achève au coucher du soleil et un jour, au-delà de toute espérance, l'énergie solaire y a fait briller la lumière.

Grâce à cette expérience-pilote, les femmes peuvent aujourd'hui utiliser la maison de la coopérative le soir, elles y tiennent leurs réunions, y organisent des cours pour adultes et des activités culturelles.

Des projets se sont développés dans les coopératives agricoles et dans les villages grâce à l'organisation états-unienne Terrassol et l'institut de promotion humaine (INPRHU) qui font partie du réseau national d'énergie solaire pour l'exploitation de cette ressource. Le rôle de l'INPRHU est d'organiser la base sociale qui assure la dynamique du projet ainsi que son suivi "Terrassol" qui est responsable du matériel et de l'aide technique.

Le directeur du développement rural au sein d'INPRHU a expliqué que l'histoire de la coopérative de femmes a débuté avant la révolution. "Ces 40 femmes étaient les épouses de paysans travaillant les terres d'un colonel somoziste. L'INPRHU leur a permis de se former en cou-

ture, en éducation pour adultes et leur a apporté des notions en matière de santé et de diététique. Il s'agissait d'une formation de base", raconte David Medina.

Après le triomphe de la révolution, elles ont monté une petite ferme agricole de 3000 poules pondeuses équipée d'un puits pour l'approvisionnement en eau potable, prenant en charge la construction de l'infrastructure.

Pour atténuer les effets de la crise économique (entre 1985 et 1986 il ne restait que 20 femmes dans la coopérative), les femmes ont cherché à apporter une réponse aux problèmes alimentaires en diversifiant la culture des grains de base, profitant d'une extension des terres de la coopérative liée à la réforme agraire. L'énergie solaire fait partie d'une stratégie de développement de la coopérative. Elle permettra de créer un système d'irrigation pour la culture des produits traditionnels tels que le maïs, le riz, les haricots rouges et les légumes verts pendant toute l'année. Une partie de la production reviendra aux membres de la coopérative et une autre à la communauté.

Dans un deuxième temps, le projet prévoit la production de produits d'exportation, source de devises pour le pays et d'amélioration du niveau de vie de la communauté.

Le système d'énergie solaire est composé de panneaux solaires installés sur les toits. La transformation en énergie électrique se fait sans stockage, ce procédé exigeant un réservoir de piles et une caisse de régulation pour contrôler l'entrée du courant et protéger les ampoules d'éventuels courts-circuits. Les piles ont une durée de 15 ans et les panneaux solaires de 30 ans.

En plus d'INPRHU et de "Terrassol", le réseau national d'énergie solaire regroupe l'entreprise de communication du ministère du développement de l'agriculture et de l'élevage et de la réforme agraire (ECAMI), le centre de recherches et d'orientation technologie (DINOT), l'université centraméricaine (UCA) et l'union des ingénieurs (UNI).

PAS DE SOLUTION IMMINENTE A LA CRISE DU CAFE

par Ricardo Pino Robles

Managua, octobre (ANN). Après le récent échec de la réunion de l'organisation internationale du café (OIC) à Londres tout laisse penser que la réaction des producteurs latino-américains ne sera pas unanime, selon les intérêts en jeu.

De l'avis des experts en commercialisation, la réunion de Londres qui s'est terminée vendredi dernier a été "une perte de temps" car les intérêts qui opposent les produc-

teurs et les consommateurs étaient connus d'avance ce qui élimine la possibilité d'une solution à court terme. En effet, depuis le 2 septembre, soit quatre jours avant la clôture de la rencontre de l'OIC, l'absence d'indices d'un quelconque accord avait commencé à se manifester par un nouvel effondrement des prix sur les marchés internationaux de Londres et de New York. Gilberto Mejia, un expert nicaraguayen en commercialisation, a informé l'ANN qu'au début de la semaine les prix du grain étaient descendus au-dessous de la barrière de 70 dollars par 46 kilos et que la tendance à la baisse continuait. Lundi dernier, sur le marché new-yorkais, les prix étaient, selon G. Mejia, de l'ordre de 68 et 69 dollars par 46 kilos.

Un nouvel élément qui a surgi pendant la réunion de Londres est la position divergente des consommateurs européens et des Etats-Unis, ce dernier pays étant le principal consommateur de café à l'échelle mondiale. F. Mejia explique que ce ne sont pas seulement les pays producteurs qui patissent de la chute des prix mais encore les pays de la Communauté économique européenne (CEE). En effet, bien qu'ils soient de grands consommateurs de café, ils pensent qu'ils vont y perdre à long terme et se montrent préoccupés par la crise.

Du point de vue de la CEE, la baisse des prix entraînera aussi la concurrence entre les consommateurs et la vente massive à un coût très bas ce qui pourra faire perdre un bon degré de "qualité" à cette boisson qui jusqu'à présent est considérée comme un produit "de luxe". Aux Etats-Unis, la situation est différente car dans ce pays le café n'est qu'une boisson parmi beaucoup d'autres, et de qualité médiocre. Pour les européens, par contre, grands amateurs de bon café, la qualité est une question de principe.

La gravité de la crise provient surtout de deux facteurs, d'après G. Mejia. D'une part, il n'y a aucun indice qui montre que le marché se réanimera avant deux ans. La réunion de l'OIC la plus importante de l'année s'est terminée sans aucun résultat et la période d'éventuelles gelées est passée sans apporter rien de nouveau. Par ailleurs, les grands producteurs tels que le Brésil, la Colombie et d'autres peuvent compenser par un plus grand volume de production les pertes occasionnées par la chute des prix, raison pour laquelle ils ne sont pas intéressés par le rétablissement de la réglementation du marché. A titre d'exemple, si les quotas étaient rétablis, le Brésil ne pourrait exporter que 16 millions de sacs alors qu'une production de 45.000 sacs est prévue pour l'année prochaine et qu'il espère bien "se débarrasser" d'au moins 80% de ce volume.

Le spécialiste nicaraguayen a expliqué que certains producteurs, surtout parmi les pays africains, ont commencé à abandonner les zones de culture qu'ils ne peuvent plus maintenir en activité et qu'ils recherchent de nouvelles alternatives d'exportation. Selon G. Mejia, si la tendance à la réduction des zones de culture se généralisait, cela

aurait au bout de deux ans un effet positif sur les prix, étant donné la diminution de l'offre. Mais, par contre, les prix monteraient, encourageant les producteurs à cultiver de plus grandes plantations, ce qui pourrait entraîner ultérieurement une dépression beaucoup plus grande.

C'est pourquoi la seule solution viable, difficilement envisageable avant deux ans, reste le rétablissement du marché réglementé sur la base de quotas d'exportation. Cependant, on ne peut écarter l'éventualité d'une issue plus prompte, si la grave crise venait à contraindre bientôt les producteurs et les consommateurs à adopter des mesures "d'urgence".

En Bref

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'APPUI ET DE VERIFICATION VISITE LES CAMPS DE LA CONTRA

Managua, 10 octobre (ANN). La Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) des accords de paix centraméricains visitera cette semaine les camps de la Contra en territoire hondurien.

Deux délégués de la commission, *Hugo de Cela pour OEA et Patricio Celiu pour l'ONU* se sont entretenus avec Victor Hugo Tinoco, responsable de la commission nationale nicaraguayenne et se sont ensuite rendus dans la capitale hondurienne. De là, ils iront dans la région de Yamales, au sud du Honduras, près de la frontière nicaraguayenne, afin de rencontrer les chefs de la Contra et de les entretenir des accords de paix signés à Tela par les Présidents centraméricains.

Il s'agit de la première visite réalisée par la CIAV dans les bases militaires installées par la Contra au sud du Honduras.

Une des fonctions de la CIAV est entre autre de vérifier le processus de démobilisation des forces mercenaires qui agressent le Nicaragua depuis les territoires voisins. Le Gouvernement du Honduras a toujours nié pendant des années l'existence de ces bases contras alors qu'elle était un fait reconnu par la presse internationale et par toutes les organisations sociales honduriennes qui s'opposaient à la présence de forces militaires étrangères sur le territoire national.

Les délégués de l'ONU et de l'OEA devraient revenir au Nicaragua à la fin de la semaine prochaine pour s'y réunir avec des hauts fonctionnaires, entre autres Tomas Borge, le ministre de l'intérieur.

FLASH-ELECTIONS

70 % environ des Nicaraguayens en âge de voter se sont inscrits au cours de ces trois premiers dimanches d'octobre. Dans la plupart des bureaux, ces inscriptions se sont déroulés dans le calme, malgré quelques provocations et intimidations de la part de militants de l'UNO et de la Contra.

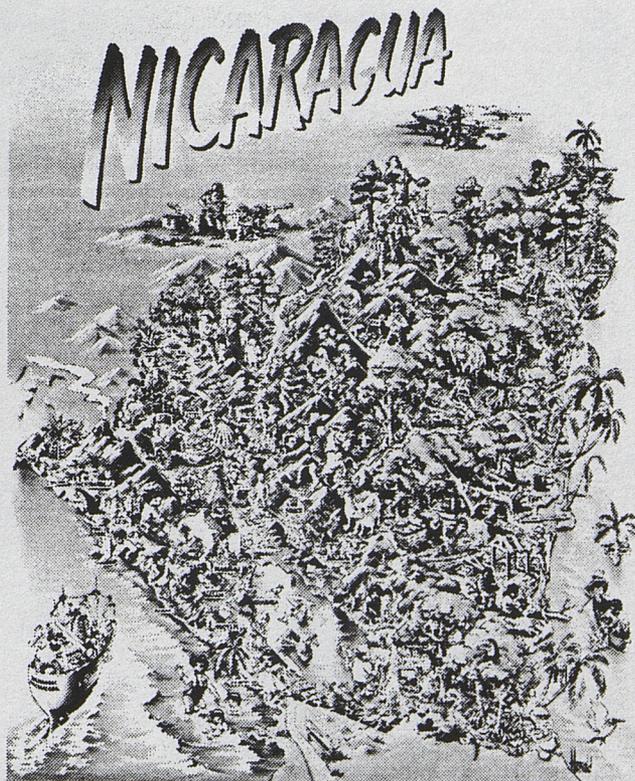
Selon les statistiques officielles, 51,2 % des électeurs nicaraguayens potentiels ont entre 16 et 30 ans et près d'un tiers se trouvent à Managua.

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.- /Ffrs.40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

1979-1989 10 Jahre Kampf um Selbstbestimmung



1979-1989 10 Jahre internationale Solidarität

SERVICE

Impressum L'agence de presse du Nicaragua ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre est enfin à disposition! Prix de solidarité: FF 250/frs. 65.- plus frais d'expédition frs.4.50. Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de frs 65.-, ffs 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande et **nouveau: en français**, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:
- télécopie sfrs. 255.-
- télex sfrs. 480.-
- mailbox sfrs. 195.-

ANN Intern

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

JA/PP

8042 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite